

Partie 1 Généralités**1.1 TAXES**

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

1.2 DROITS, PERMIS ET CERTIFICATS

- .1 Payer tous les droits et obtenir tous les permis. Fournir aux autorités les dessins et les renseignements nécessaires à la délivrance des certificats d'acceptation. Fournir les certificats d'inspection démontrant que l'ouvrage est conforme aux exigences des autorités compétentes.

1.3 ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Planifier et exécuter les travaux en dérangeant ou en perturbant le moins possible l'exploitation normale des lieux.
- .2 Lors de l'adjudication du contrat, présenter un calendrier des travaux sous forme de graphiques à barres, précisant les étapes prévues d'avancement des travaux, jusqu'à l'achèvement. Les étapes minimums inclus la mobilisation, la revue des dessins d'ateliers, la commande et la livraison des composantes majeurs, principales étapes d'approbation, inspections intérimaires et finales, délai de mise en service, corrections de déficiences finales et démobilisation. Une fois ce calendrier revu et approuvé par le Représentant du Ministère, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans en prévenir le Représentant du Ministère. L'entrepreneur doit confirmer les arrêts électriques nécessaires requis et les activités pour chaque arrêt et les inclure dans le calendrier.
- .3 Les travaux doivent être complétés en plusieurs phases, tel que suit:
 - .1 Démolition du dynamomètre existant et l'enlèvement des dispositifs de contrôles existant par le Représentant du Ministère.
 - .2 Démolition par l'entrepreneur responsable des travaux indiqués dans les présents documents de construction.
 - .3 Travaux de construction de la phase 1 par l'entrepreneur responsable des travaux indiqués dans les présents documents de construction.
 - .4 L'installation du nouveau dynamomètre par le Représentant du Ministère.
 - .5 Travaux de construction de la phase 2 par l'entrepreneur responsable des travaux indiqués dans les présents documents de construction.

1.4 HEURES DES TRAVAUX

- .1 Heures régulières - Lundi au vendredi – 07:30 à 16:00 heures.
 - .1 L'accès sans escorte aux personnes ayant une autorisation de sécurité, qui ont suivi la formation nécessaire sur place au besoin pour le travail dans les zones de travaux spécifiés.

- .2 Travaux de soir – Lundi au vendredi – 16:00 à 7:00 heures.
 - .1 Tous les individus doivent être escortés durant les travaux de soir. Ces travaux doivent être coordonnés avec le contact du site et votre demande sera accordée en fonction des disponibilités d’escortes.
 - .2 Les agents de sécurité peuvent être programmés à l’avance mais ceci nécessite un préavis minimum de 2-3 semaines afin de mettre en place un contrat d’agents de sécurité.
 - .3 Sous court délais, il n’y a aucune garantie pour que la demande soit reçue, cela dépend de la disponibilité du personnel sur place.
 - .4 Les travaux d’urgence exigent l’acceptation du responsable de sécurité au site.
- .3 Travaux en fin de semaine – Vendredi de 16:00 à lundi 07:00.
 - .1 Mêmes exigences que les travaux de soir.
- .4 Travaux jours fériés
 - .1 Veuillez vous abstenir d’effectuer les travaux pendant les jours fériés, sauf si nécessaire et dépendamment la disponibilité de l’escorte.
- .5 Les travaux nécessitant un arrêt électrique doivent être effectués durant le soir du lundi au vendredi de 18:00 à 06:00 heures et/ou pendant les fins de semaine de 07:00 à 18:00 heures.
- .6 La formation du personnel et les démonstrations doivent être programmés pendant les heures normales d’ouverture du lundi au vendredi. L’entrepreneur doit obtenir l’approbation du Représentant du Ministère sur le calendrier de formation avant la date prévue de la formation et le temps.

1.5 DOCUMENTS DU CONTRAT

- .1 Les dessins et spécifications sont complémentaires, les éléments indiqués et mentionnés dans l’un et pas dans l’autre sont considérés être inclus dans le contrat de travail.
- .2 Toutes questions qui se posent par rapport à la conception doivent être portées à l’attention du Représentant du Ministère. Le non respect de cette procédure peut nécessiter des amendements et d’autres modifications nécessaires pour terminer les travaux, les coûts sont la seule responsabilité de l’entrepreneur.
- .3 Étudier tous les documents qui décrivent, ou sont liés à toute opération avant le début de cette opération. Rapporter les anomalies découvertes entre les conditions existantes et la documentation. Obtenir une décision sur l’interprétation nécessaire avant de commencer les travaux.
- .4 Toutes modifications sur la portée des travaux doivent être confirmés par écrit par le Représentant du Ministère et le changement de valeur de contrat approuvé, avant le débit de ladite œuvre.

1.6 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'approbation.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminée.
- .3 Dessins d'atelier
 - .1 Soumettre copies électroniques des dessins d'atelier au Représentant du Ministère avant de commander le matériel. Les dessins d'ateliers doivent illustrer les détails des travaux spécifiques aux exigences du projet. L'information doit clairement indiquer les éléments à examiner.
 - .2 Prévoir deux (2) semaines pour la revue de dessins d'ateliers par le Représentant du Ministère pour chaque soumission.
 - .3 L'examen des dessins d'atelier a pour seul objectif de s'assurer de leur conformité avec le concept général. Cet examen ne signifie pas que le Représentant du Ministère approuve les détails de conception rattachés aux dessins d'atelier, responsabilité qui demeure celle de l'Entrepreneur. Cet examen ne dégage nullement l'Entrepreneur de sa responsabilité quant aux erreurs ou aux omissions dans les dessins d'atelier ni de sa responsabilité de satisfaire à toutes les exigences des documents contractuels.
- .4 Fiches techniques
 - .1 Soumettre une copie PDF des fiches techniques de produits: feuilles de catalogue du fabricant, brochures, documentation, graphiques et diagrammes de performance ou de rendement servant à illustrer les produits standard fabriqués.
 - .2 Indiquer des renvois entre l'information des fiches techniques et les parties pertinentes des documents contractuels.
- .5 Soumettre des photographies des propriétés, des structures et des objets avoisinants susceptibles d'être endommagés ou de faire l'objet de réclamations ultérieures.

1.7 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Références et Codes
 - .1 Les matériaux doivent être neufs et leur mise en œuvre doit être conforme aux normes minimales applicables des documents de « référence » cités dans les sections du devis, au Code national du bâtiment – Canada (CNB) et à tous les codes provinciaux et municipaux applicables. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Restrictions relatives à l'usage du tabac
 - .1 Il est interdit de fumer à l'intérieur du bâtiment. Se conformer aux restrictions qui s'appliquent à l'usage du tabac sur la propriété de l'immeuble.

.3 Découverte de matières dangereuses

- .1 Si des matériaux appliqués par projection ou à la truelle susceptibles de contenir de l'amiante, des polychlorobiphényles (BPC), des moisissures ou toute autre matière dangereuse sont découverts au cours des travaux de démolition, interrompre immédiatement ces derniers.
 - .1 Prendre des mesures correctives et en aviser immédiatement le Représentant du Ministère.
 - .2 Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des directives écrites du Représentant du Ministère.

1.8 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada 2010 et au Code national de prévention des incendies – Canada 2010 pour la sécurité des personnes dans le bâtiment en cas d'incendie et pour la protection des bâtiments contre les effets d'un incendie, selon les indications ci-après.
 - .1 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada (CNB) en ce qui concerne les dispositifs à incorporer dans un bâtiment pendant les travaux de construction, visant la sécurité des personnes et la prévention des incendies.
 - .2 Se conformer au Code national de prévention des incendies – Canada (CNPI) en ce qui concerne les éléments ci-après.
 - .1 L'utilisation et l'entretien continus des dispositifs visant la sécurité-incendie et la prévention des incendies incorporés dans les bâtiments.
 - .2 Les activités exercées qui pourraient présenter des risques d'incendie dans les bâtiments et autour de ces derniers.
 - .3 Les restrictions visant des contenus dangereux dans les bâtiments et autour de ces derniers.
 - .4 La réalisation des plans de sécurité-incendie.
 - .5 La sécurité-incendie sur les chantiers de construction et de démolition.
- .2 Soudage et découpage
 - .1 Avant d'entreprendre des travaux de soudage, brasage, meulage et/ou découpage, obtenir un permis, selon les indications du Représentant du Ministère. Entreposer les liquides inflammables dans des contenants approuvés par la CSA.
 - .2 Au moins une semaine avant le début des travaux de découpage, soudage ou brasage, fournir au Représentant du Ministère les éléments indiqués ci-après.
 - .1 Un avis d'intention indiquant les dispositifs touchés, le moment et la durée de l'isolation ou de la dérivation.
 - .2 Le permis de soudage dûment rempli, selon le CNPI.
 - .3 Remettre le permis de soudage au Représentant du Ministère dès l'achèvement des travaux pour lesquels celui-ci avait été délivré.
 - .3 Tous les travaux de découpage ou de soudage exécutés à moins de 15 m de matériaux combustibles susceptibles d'être enflammés par radiation ou par conduction doivent être exécutés en présence d'un agent de sécurité-incendie, tel que défini dans le CNPI.

- .3 Lorsque les travaux nécessitent la mise en service ou hors service des systèmes d'alarme, d'extinction et de protection incendie, prendre les mesures ci-après.
 - .1 Assurer les services d'un agent de sécurité-incendie, tel que défini dans le CNPI; en général, un agent de sécurité-incendie est une personne qui connaît bien les consignes en matière de sécurité-incendie et qui exécute, une fois l'heure, des rondes de surveillance dans les secteurs non protégés et inoccupés.
 - .2 Retenir les services du fabricant des systèmes de protection incendie, qui devra, une fois par jour ou à intervalles indiqués et approuvés par le Représentant du Ministère, isoler et protéger les éléments et les ouvrages touchés par les activités ci-après.
 - .1 Modification des systèmes d'alarme, d'extinction et de protection incendie.
 - .2 Découpage, soudage, brasage et autres travaux susceptibles de déclencher les systèmes de protection incendie.
 - .3 Dès l'achèvement des travaux, remettre en service les systèmes de protection contre l'incendie et vérifier que tous les dispositifs fonctionnent parfaitement bien.

1.9 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

- .1 Laboratoires d'essai
 - .1 Sauf indication contraire, le Représentant du Ministère désignera le laboratoire qui effectuera les inspections et les essais indiqués et assumera les frais de ses services.
 - .2 Fournir des aires de travail sécuritaires et apporter l'aide requise à la réalisation des essais, ce qui comprend la fourniture de matériaux ou de services et la coordination des travaux, selon les besoins du laboratoire d'essai et les directives du Représentant du Ministère.
 - .3 Lorsque les essais révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du devis, l'Entrepreneur doit assumer les frais des essais initiaux et de tous les essais supplémentaires nécessaires pour vérifier l'acceptabilité des corrections apportées.

1.10 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Matières dangereuses : Produit, substance ou organisme susceptible d'avoir des répercussions négatives sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention, le stockage et l'élimination des matières dangereuses ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques (FS).

1.11 SERVICES PUBLICS TEMPORAIRES

- .1 L'Entrepreneur peut utiliser sans frais les services pour l'exécution des travaux. Il doit s'assurer que leur capacité est suffisante avant d'imposer des charges supplémentaires, et assumer les frais et l'entière responsabilité du branchement et du débranchement.

- .2 Une alimentation électrique d'au plus 15 KVA est disponible et peut-être utilisée à aucun frais additionnel. Raccorder à l'alimentation électrique existante conformément au Code canadien de l'électricité.
- .3 Prévenir le Représentant du Ministère une semaine avant chaque interruption nécessaire d'un service mécanique ou électrique pendant le déroulement des travaux. Maintenir la durée de ces coupures au minimum. Toutes les coupures doivent avoir lieu après les heures normales de travail des occupants, de préférence les fins de semaine.

1.12 INSTALLATIONS DE CHANTIER

- .1 L'utilisation du site:
 - .1 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou de matériel.
 - .2 Exécuter les travaux avec le moins possible d'interférences ou perturbation de l'utilisation normale des locaux existants. Faires des arrangements avec le Représentant du Ministère pour faciliter les travaux tel qu'indiqué.
 - .3 Maintenir les services existants du bâtiment et fournir l'accès du personnel et des véhicules.
 - .4 Maintenir une clôture de sécurité solide ou maillon de chaîne appropriée c/w serrures appropriés autour des zones des travaux et de stockage à tout moment.
 - .5 Lorsque les travaux peuvent compromettre la sécurité des personnes, prendre les moyens nécessaires pour rétablir provisoirement cette sécurité.
 - .6 L'entrepreneur doit utiliser les installations sanitaires assignées et doit les maintenir propres et bien rangés.
 - .7 L'entrepreneur doit fournir une roulotte de chantier, téléphone, fax et boîtes de stockage. Aucun stockage ne sera fourni dans le bâtiment. L'hébergement sera fait pour le stockage limité sur place à la discrétion du Représentant du Ministère à l'endroit désigné par le Représentant du Ministère.
- .2 Panneaux indicateurs
 - .1 Fournir des panneaux indicateurs de type courant pour faciliter la circulation des véhicules ou pour transmettre des renseignements ou des instructions, des notices d'emploi du matériel, des consignes de sécurité, etc. Ces panneaux doivent être rédigés dans les deux (2) langues officielles ou utiliser des symboles graphiques faciles à comprendre. Faire approuver cette signalisation par le Représentant du Ministère.
 - .2 Aucune publicité ne sera autorisée pour le présent projet.

1.13 OUVRAGES D'ACCÈS ET DE PROTECTION TEMPORAIRES

- .1 Maintenir en fonction les services publics existants et assurer l'accès au chantier au personnel et aux véhicules.
- .2 Palissades
 - .1 Aménager et monter des palissades de chantier temporaires et des passages piétonniers couverts. Prévoir les moyens de protection nécessaires, y compris les panneaux d'affichage et l'éclairage électrique] requis par les autorités compétentes, et assurer l'entretien de ces installations.

- .3 Dispositifs anti-poussière
 - .1 Prévoir des écrans pare-poussière ou des cloisons pour fermer les espaces où sont exécutées des activités génératrices de poussière, afin de protéger les travailleurs, le public et les surfaces ou les secteurs finis de l'ouvrage.
 - .2 Garder ces écrans et les déplacer au besoin jusqu'à ce que ces activités soient terminées.
 - .3 Protéger tout le mobilier se trouvant dans l'aire des travaux au moyen d'une pellicule de polyéthylène de 0,102 mm d'épaisseur durant les travaux de construction. Enlever la pellicule de polyéthylène pendant les périodes d'interruption des travaux et laisser les lieux propres, en ordre et sécuritaires durant les heures d'utilisation normale.
- .4 Concevoir et aménager des ouvrages temporaires permettant d'avoir accès aux secteurs des travaux et d'en sortir, y compris des escaliers, des passerelles, des rampes ou des échelles, dont les supports ne touchent pas aux surfaces finies, et en assurer l'entretien conformément aux règlements pertinents, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou autres.
- .5 Protection
 - .1 Protéger les ouvrages contre les dommages jusqu'à la prise de possession.
 - .2 Assurer une protection pour éviter que la poussière et la saleté ne se répandent à l'extérieur des limites des travaux.
 - .3 Protéger contre les risques d'accident les ouvriers et les autres utilisateurs des lieux.
- .6 Zones de travail
 - .1 L'emplacement des zones de travail comprend les suivants: Cellule de Test #1 et #3.
 - .2 L'Entrepreneur doit accepter d'installer des éléments appropriés de séparation du chantier et d'identification des zones de manière à respecter continuellement les exigences en matière de temps et d'espace pour l'ensemble de la durée du projet. Lorsque le personnel d'exploitation du bâtiment doit avoir accès à du matériel afin d'assurer le bon fonctionnement du bâtiment, l'Entrepreneur doit assurer une coordination et une communication efficace entre les parties concernées.

1.14 EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PRODUITS

- .1 Qualité des travaux
 - .1 Les travaux doivent être exécutés par des travailleurs agréés qualifiés ou par des apprentis, selon les termes de la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main-d'œuvre.
 - .2 Les employés inscrits à un programme d'apprentissage provincial pourront exécuter des tâches spécifiques s'ils sont sous la surveillance directe de travailleurs agréés qualifiés.
 - .3 Les tâches permises devront être déterminées selon le degré de formation et selon les aptitudes démontrées pour l'exécution des tâches spécifiques.

- .2 Entreposage, manutention et protection des produits
 - .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant.
 - .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Instructions du fabricant : Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.

1.15 EXAMEN ET PRÉPARATION

- .1 Inspecter le chantier et examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux et s'assurer de bien connaître les conditions existantes du chantier.
- .2 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations de services publics qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant du Ministère.

1.16 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 Découpage, ragréage et remise en état
 - .1 Découper au besoin les surfaces de l'ouvrage existant pour faire place au nouvel ouvrage.
 - .2 Enlever tous les éléments expressément indiqués ou prescrits.
 - .3 Ragréer et remettre en état les surfaces découpées, endommagées ou défaites, à la satisfaction du Représentant du Ministère. Le matériau, la couleur, la texture et le fini doivent s'harmoniser avec ceux des ouvrages existants.
- .2 Manchons, suspentes et éléments rapportés : Coordonner la mise en place et le garnissage des manchons, ainsi que la fourniture et l'installation des suspentes et des éléments rapportés. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère avant de percer ou de couper des éléments d'ossature.
- .3 Sauf prescription contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'Entrepreneur et il doit les retirer du chantier.

1.17 GESTION DES DÉCHETS

- .1 Se conformer à la Loi sur la protection de l'environnement, Règlements de l'Ontario, Règl. de l'Ont. 102/94 – Waste Audits and Waste Reduction Work Plans et Règl. de l'Ont. 103/94 – Industrial, Commercial and Institutional Source Separation Programs, pour ce qui est du programme de gestion des déchets dans le cadre de projets de construction et de démolition.

1.18 DOCUMENTS/ÉLÉMENTS À REMETTRE À L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX**.1 Manuels d'exploitation et d'entretien**

- .1 Une (1) semaine avant toute séance de formation prévue au calendrier, soumettre au Représentant du Ministère deux (2) exemplaires du Manuel d'exploitation et d'entretien approuvé, dans les deux (2) langues officielles, présentées de la façon ci-après.
 - .1 Placer les feuillets dans un cahier à trois (3) anneaux de type « D », à couverture rigide en vinyle, et mesurant 212 x 275 mm. Les cahiers ne doivent pas avoir plus de 75 mm d'épaisseur, ou encore ne doivent pas être remplis plus qu'aux deux tiers.
 - .2 Y ajouter la page frontispice portant le titre « Manuel d'exploitation et d'entretien » ainsi que le nom du projet, la date et la table des matières. Le nom du projet doit également figurer sur la page couverture et sur la tranche du cahier.
 - .3 Regrouper les parties du projet en sections qui suivent l'ordonnancement du devis descriptif. Marquer chaque section au moyen d'onglets étiquetés et recouverts d'un protecteur en celluloïd fixé à des feuillets intercalaires en papier rigide.
- .2 En plus des données spécifiées, ajouter les renseignements ci-après.
 - .1 Les directives d'entretien relatives aux surfaces et matériaux finis.
 - .2 Un exemplaire des nomenclatures de quincaillerie et de peinture.
 - .3 Description : Les directives d'exploitation du matériel et des réseaux définissant la mise en marche, l'arrêt et les mesures d'urgence, ainsi que tout ajustement fixe ou réglable qui pourrait influencer sur l'efficacité de l'exploitation. Donner les renseignements de la plaque signalétique, tels que la marque, les dimensions, la capacité et le numéro de série.
 - .4 Entretien : Utiliser des dessins ou des schémas nets, ou la documentation détaillée du fabricant portant précisément sur les points qui suivent.
 - .1 Les produits de graissage et les calendriers d'application.
 - .2 Les méthodes de dépannage.
 - .3 Les techniques de réglage.
 - .4 Les vérifications de fonctionnement.
 - .5 Cette section doit également comporter les noms, adresses, numéros de téléphone et produits des fournisseurs. Pour chaque produit mentionné, fournir une description et le numéro de pièce du fabricant.
 - .6 Les diverses garanties donnant les renseignements ci-après.
 - .1 Le titre et l'adresse des projets.
 - .2 La date d'entrée en vigueur de la garantie (date du certificat provisoire d'achèvement des travaux).
 - .3 La durée de la garantie.
 - .4 La description claire et précise de ce qui fait l'objet de la garantie et des mesures correctives à apporter en vertu de la garantie.
 - .5 La signature et le sceau de la personne qui fournit la garantie.

- .7 Tout autre matériau supplémentaire utilisé pour la réalisation du projet et inscrit sous différentes sections avec le nom du fabricant et la source d'approvisionnement.
 - .3 Pièces de rechange : Énumérer toutes les pièces de rechange qu'il est recommandé de stocker sur place pour assurer un maximum d'efficacité des travaux. Donner la liste de tous les outils spéciaux destinés à des emplois particuliers. Chaque énumération de pièces ou d'outils doit être accompagnée du nom du fabricant, du numéro de pièce du fabricant et du nom et de l'adresse du fournisseur.
 - .4 Ajouter au document un jeu complet des dessins d'atelier définitifs (à reliure distincte) avec indication des corrections et des modifications apportées lors de la fabrication et de l'installation.
 - .5 Fournir deux (2) exemplaires sur support numérique .pdf et sur l'ensemble du manuel d'exploitation et d'entretien. La documentation fournie par le fournisseur au format .pdf natif doit être fournie. Si la documentation du fournisseur n'est pas disponible en format .pdf, elle doit être scannée. Toutes les autres informations doivent être scannées en .pdf. Un index électronique doit être créé permettant une navigation aisée dans les fichiers.
- .2 Dossiers d'archives
- .1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit maintenir un état détaillé de tout écart par rapport aux dessins contractuels. Juste avant l'inspection du Représentant du Ministère, préalable à la délivrance du certificat définitif d'achèvement des travaux, fournir au Représentant du Ministère un (1) jeu complet des diazocopies, sur lesquelles tous les changements auront été portés proprement à l'encre. Le Représentant du Ministère fournira deux (2) copies digitales sur CD en PDF ainsi qu'en format AutoCad.
- .3 Garanties et cautionnements
- .1 L'entrepreneur doit corriger les déficiences dans les 90 jours de la découverte de la déficience à moins d'avis contraire du Représentant du Ministère. À défaut de corriger les déficiences dans les 90 jours de la découverte (ou à moins d'instructions contraires du Représentant du Ministère) amènera le Représentant du Ministère à poursuivre une action contre l'entrepreneur.

1.19 NETTOYAGE

- .1 Nettoyer le secteur des travaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux. À la fin de chaque journée de travail, ou plus souvent si le Représentant du Ministère le juge à propos, enlever les rebuts du chantier, ranger soigneusement les matériaux à utiliser et faire le nettoyage des lieux.
- .2 Une fois les travaux terminés, enlever les dispositifs temporaires de protection et les matériaux de surplus. Réparer les déficiences constatées à ce stade.
- .3 Nettoyer les zones utilisées pour l'exécution des travaux à un état satisfaisant au Représentant du Ministère.

1.20 CONTRÔLE DE SÉCURITÉ

- .1 Tous les membres du personnel affectés aux présents travaux seront soumis à des contrôles de sécurité. Obtenir les autorisations requises pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux.
- .2 Accès de sécurité:
 - .1 Pour avoir accès, les entrepreneurs doivent soumettre le nom de la société, les noms individuels et la date de naissance ainsi que la côte sécuritaire de chaque individu au Représentant du Ministère. Une fois que la côte de sécurité est examinée et acceptée, les individus auront accès.
 - .2 Un niveau de sécurité renforcée est nécessaire pour tous les entrepreneurs et les particuliers sur le site.
 - .3 Un accès sous escorte spéciale peut être accordée, mais ne sera pas garanti pour ceux qui ne répondent pas actuellement à cette exigence.
 - .4 Tous les individus doivent signer à l'entrée et à la sortie du bâtiment au bureau principal de la sécurité, peu importe combien de temps la durée est. L'exception est la livraison où l'individu n'est pas sorti du camion travaillant sur le site.

1.21 VENTILATION DES COÛTS

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du Représentant du Ministère. Une fois approuvée par le Représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

1.22 EXPÉDITION ET RÉCEPTION

- .1 L'entrepreneur doit être sur place pour recevoir toutes les expéditions.
- .2 L'entrepreneur est responsable de décharger toutes les expéditions.
- .3 Les livraisons peuvent être refusées si l'entrepreneur ne soit pas sur place.
- .4 Les matériaux de l'entrepreneur ne doivent pas être laissés dans la zone d'expédition et de réception.
- .5 L'expéditeur peut accepter d'aider l'entrepreneur à charger ou décharger la marchandise et les matériaux. Tout mouvement des matériaux de la marchandise et des matériaux de l'entrepreneur sera à la demande de l'entrepreneur, mais le site décline toute responsabilité pour tout dommage perdu ou matériaux volés. Si l'entrepreneur n'accepte pas cette condition, l'expéditeur n'aidera pas l'entrepreneur.

1.23 SURINTENDANT DE PROJET DE L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entrepreneur doit, lors de l'attribution du contrat, désigner un surintendant de projet. L'entrepreneur doit fournir le nom, le numéro de téléphone cellulaire au Représentant du Ministère à la réunion de pré-construction. Le surintendant du projet doit avoir l'entière responsabilité du projet et doit être autorisé à accepter ou agir sous orientation donnée par le Représentant du Ministère. Le surintendant de projet doit être disponible sur le site à tout moment lorsque les travaux sont en cours en vertu du présent contrat.

- .2 Supervise et dirige toute personne engagée dans les travaux, y compris les hommes de métiers et fournisseurs. Se familiariser avec les exigences de chaque corps de métier. Coordonner les opérations de livraison et de travail. Examiner le travail de tous les corps de métier au cours des opérations de travail pour assurer la conformité avec les exigences du contrat. Accélérez les travaux pour maintenir le calendrier contractuel.
- .3 Coopérer avec tous les autres entrepreneurs travaillant sur place dans projets parallèles ou connexes.
- .4 Assister aux réunions de coordination à la direction du Représentant du Ministère.

1.24 ENTREPRENEUR ET SOUS-TRAITANTS

- .1 L'entrepreneur convient d'employer ces sous-traitants proposés par lui par écrit comme indiqué dans la soumission de l'offre de l'entrepreneur.
- .2 Le personnel de l'entrepreneur et sous-traitants doit être qualifié selon les définitions en vertu de la qualification professionnelle et des lois d'apprentissage de l'Ontario et comme requis par les organismes de réglementation en Ontario.
- .3 Les travaux électriques doivent être effectués par des entrepreneurs en électricité qualifiés et agréés conformément aux règlements de l'Ontario.

1.25 FORMATION ET DÉMONSTRATION

- .1 À la fin de toutes les installations, fournir du personnel qualifié pour former et démontrer toutes les installations à l'exploitation du site et du personnel de maintenance. L'Entrepreneur doit revoir les équipements nouvellement installés et démontrer les fonctions démarrage / arrêt et de contrôle de l'équipement installé.

La formation doit être d'une durée de quatre (4) heures ou, comme il est indiqué dans la section de spécification d'équipement. La date et l'heure de formation à être coordonnées et approuvées par le Représentant du Ministère.

1.26 PRIORITÉ

- .1 Lorsqu'il s'agit de travaux exécutés pour le gouvernement fédéral, les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Général**1.1 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES**

- .1 Cette partie du document contient les renseignements nécessaires pour répondre aux exigences du Code canadien du travail. ((L.R.C. 1985, ch. L-2), sous la Partie II, Section 124, et le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (DORS/86-304) Partie X-Substances dangereuses.
- .2 Cette partie du document contient les renseignements nécessaires pour répondre aux exigences de la Section 30 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, L.R.O. 1990, ch.0.1.
- .3 Le dérangement de matériaux à base d'amiante sur des chantiers de construction est contrôlé par le Règlement 178/08 de l'Ontario - Amiante dans les chantiers de construction, les édifices et les travaux de réparation.
- .4 Dans les règlements refondus de l'Ontario (1990), le Règlement 843 (anciennement le Règlement 536/81 du Ministère du travail de l'Ontario), tel qu'il a été amendé par le Règl. de l'Ont. 519/92 sous la Loi sur la santé et la sécurité au travail, souligne les exigences relatives au contrôle du plomb atmosphérique dans les établissements industriels. Dans ce règlement, les niveaux d'exposition et la protection des voies respiratoires s'appliquent aux chantiers de construction, là où des travailleurs peuvent être exposés au plomb. Le dérangement de plomb dans des chantiers de construction est également régi par le Ministère du travail Directives concernant l'exposition au plomb sur les chantiers de construction, émises en 2011.
- .5 Dans les règlements refondus de l'Ontario (1990), le Règlement 845 (anciennement le Règlement 769/83 du Ministère du travail de l'Ontario), tel qu'il a été amendé par le Règl. de l'Ont. 521/92 et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité au travail, souligne les exigences relatives au contrôle de la silice atmosphérique dans des établissements industriels. Dans ce règlement, les niveaux d'exposition et la protection des voies respiratoires s'appliquent aux chantiers de construction, là où des travailleurs peuvent être exposés à de la silice. Le dérangement de plomb dans des chantiers de construction est également régi par le Ministère du travail, Directives concernant l'exposition à la silice sur les chantiers de construction ; émises en 2011.
- .6 L'élimination de débris et de déchets de construction est régie par les Règlements refondus de l'Ontario (1990), le Règlement 347 (anciennement le Règlement 309, tel qu'amendé) sous la Loi sur la protection de l'environnement.
- .7 Avis:
 - .1 Tous les entrepreneurs effectuant des appels d'offres auprès de sous-traitants doivent leur fournir ce rapport.
 - .2 Les entrepreneurs ont l'obligation d'indiquer sur le formulaire d'Avis de projet du Ministère du travail de l'Ontario toutes les substances désignées pouvant être utilisées, manipulées ou dérangées par les travaux effectués sur le chantier. Cela comprend toutes substances déjà présentes dans la structure ou les finitions, ainsi que les Substances désignées déposées sur le chantier par l'entrepreneur.

1.2 PORTÉE ET DATE VALIDITÉ

- .1 Le sondage réalisé pour ce rapport a été complété le 9 février 2017. Depuis cette date, des Substances dangereuses peuvent avoir été retirées ou ajoutées aux zones du chantier.
- .2 Avant le début des travaux, confirmer avec l'ingénieur pour s'assurer que d'autres substances dangereuses n'ont pas été déposées sur les zones du chantier.
- .3 Les conditions du site identifient l'emplacement et les conditions de toutes les substances désignées connues sur ce chantier.

1.3 AMIANTE

- .1 Des matériaux contenant de l'amiante n'ont pas été identifiés dans les zones du chantier.
- .2 En ce qui concerne les zones du chantier, les matériaux suivants ne contiennent pas d'amiante, conformément avec le Règlement 178/05 de l'Ontario:
 - .1 Les sections droites de tuyaux sont isolées ou ne sont pas isolées avec de l'isolant en fibre de verre sans amiante;
 - .2 Les conduits sont isolés ou ne sont pas isolés avec de la fibre de verre sans amiante;
 - .3 L'adhésif jaune sur la mousse isolante des murs de la cellule d'essai 3 ne contient pas d'amiante.

1.4 PLOMB

- .1 Les échantillons de peinture grise collectés au sol, dans les zones du chantier, contenaient des concentrations insignifiantes de plomb (0.0327 and <0.002 %) et étaient en bon état sans présence d'écaillage, de pelage ou de décollage.
- .2 Le Ministère du travail de l'Ontario (MTO) n'a pas encore mis en place une limite inférieure pour les concentrations de plomb dans la peinture ; en-dessous de laquelle des précautions ne sont pas nécessaires durant des chantiers de construction. Par conséquent, Pinchin suit les recommandations des directives du Environmental Abatement Council of Ontario (EACO) pour la construction, la rénovation, la maintenance ou la réparation. Les directives suggèrent qu'une présence de plomb de 0,1 % (1 000 ppm) dans de la peinture représente une concentration de minimis pour la construction ; il s'agit d'une concentration suffisamment inférieure pour que le contenu du plomb ne limite pas le danger à tout type de perturbation de la peinture au plomb pour une perturbation non agressive des finitions peintes (démolition faite à la main, écaillage, grattage, ponçage léger, etc.). L'utilisation de méthodes agressives, comme de l'affûtage, usage d'un chalumeau, soudage, etc., peuvent entraîner une exposition significative au plomb même avec de faibles concentrations de plomb dans la peinture (en-dessous de 0,1 %).

1.5 SILICE

- .1 De la silice de cristalline est un composant pouvant être présent dans le béton coulé dans les zones du chantier.

1.6 MERCURE

- .1 De la vapeur de mercure est présente dans les lampes fluorescentes autour des zones du chantier.

1.7 BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS

- .1 Selon les informations obtenues par le client, puis confirmées par des observations visuelles (preuve de dispositifs T-8), les zones du chantier contiennent de nouvelles lampes et ne contiendront plus de ballast BPC.

1.8 MOISSURE

- .1 Aucune croissance visible de moisissure n'a été trouvée dans les zones évaluées.

1.9 SUBSTANCES DÉSIGNÉES RESTANTES (RÈG. DE L'ONT. 490/09)

- .1 Dans l'Ontario, les Substances désignées suivantes ne sont généralement pas trouvées dans des matériaux de construction dans un état dangereux et ne sont pas présents dans les zones du chantier :
 - .1 Arsenic
 - .2 Acrylonitrile
 - .3 Benzène
 - .4 Émissions des fours à coke.
 - .5 Oxyde d'éthylène
 - .6 Isocyanates
 - .7 Chlorure de vinyle monomère.

1.10 AVIS

- .1 Signaler au propriétaire ou au(x) représentant(s) des propriétaires, au Comité mixte sur la santé et la sécurité au travail et au Ministère du travail de l'Ontario, tel qu'exigé par le Règlement 278/05, si des matériaux pouvant contenir de l'amiante, non identifiés dans les documents contractuels, sont découverts pendant les travaux. Les travaux doivent cesser immédiatement dans les zones concernées.

Partie 2 Produit**2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Général

1.1 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail
- .2 Province de l'Ontario
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail, L.R.O. 1990, c.0.1 telle qu'elle a été amendée, et Règlement 213/91 relatif aux projets de construction de l'Ontario tel qu'il a été amendé- Mise à jour 2005.

1.2 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.
- .2 Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'oeuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité.
- .3 Soumettre au Représentant du Ministère deux (2) copies des rapports d'inspection de santé et de sécurité du lieu de travail du représentant autorisé de l'entrepreneur.
- .4 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
- .5 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .6 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.
- .7 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les 7 jours au plus tard au Représentant du Ministère.
- .8 L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.

1.3 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.
- .2 Les travaux auront lieu dans les zones tel qu'indiqué aux plans.

- .3 L'Entrepreneur doit accepter de diviser et d'identifier le chantier adéquatement, afin de définir le temps et l'espace en tout temps pendant la durée du projet.

1.4 ÉVALUATION DES RISQUES/DANGERS

- .1 Faire une évaluation des risques/dangers pour la sécurité présente sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.

1.5 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant du Ministère avant le début des travaux, et en assurer la direction.

1.6 EXIGENCES DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.

1.7 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.8 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 L'Entrepreneur doit assumer le rôle de constructeur décrit par la Loi sur la santé et la sécurité au travail et par le règlement relatif aux projets de construction de l'Ontario.
- .3 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les Documents Contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.9 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, L.R.O. 1990, c.0.1, et au Règlement 213/91 relatif aux projets de construction de l'Ontario.

1.10 RISQUES/DANGERS IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

- .2 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, aviser le coordonnateur de la santé et de la sécurité et observer les procédures conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et aviser le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.11 COORDONNATEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux. Le coordonnateur de la santé et de la sécurité doit répondre aux critères suivants.
 - .1 Posséder une expérience pratique sur un chantier où sont menées des activités associées au contrat.
 - .2 Posséder une connaissance pratique des règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail.
 - .3 Assumer la responsabilité des séances de formation de l'Entrepreneur, en matière de santé et de sécurité au travail, et vérifier que seules les personnes qui ont complété avec succès la formation requise ont accès au chantier pour exécuter les travaux.
 - .4 Assumer la responsabilité de la mise en application, du respect dans le menu détail et du suivi du plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier par l'Entrepreneur.
 - .5 Être présent sur le chantier durant l'exécution des travaux et rendre compte directement au superviseur de chantier.

1.12 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le Représentant du Ministère.

1.13 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.14 DYNAMITAGE

- .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs ne sont autorisés.

1.15 DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- .1 N'utiliser des dispositifs à cartouche qu'avec la permission écrite du Représentant du Ministère.

1.16 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.

Partie 2 Produit

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION